

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 20/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAURY IMPRIMEUR

Route d'Etampes - ZI
BP 12
45330 LE MALESHERBOIS

Références : VAT20220756
Code AIOT : 0010001342

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2022 dans l'établissement MAURY IMPRIMEUR implanté Route d'Etampes - ZI BP 12 45330 LE MALESHERBOIS. L'inspection a été annoncée le 15/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAURY IMPRIMEUR
- Route d'Etampes - ZI BP 12 45330 LE MALESHERBOIS
- Code AIOT : 0010001342
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MAURY IMPRIMEUR est spécialisée dans l'impression de magazines mensuels et hebdomadaires, de livres de poche et de publicités pour des éditeurs basés principalement en France. La technique d'impression utilisée est l'impression OFFSET qui permet de couvrir une large gamme de tirages. Les activités exercées par la société MAURY IMPRIMEUR sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 juillet 2012.

Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique 2450 (imprimerie).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite d'inspection de 2019,
- gestion des Composés Organiques Volatils (COV)
- risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejet des eaux usées – NC1 VI21022019	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 4.3.6.1	NC1 VI21022019	Sans objet
2	VLE rejet eaux usées – NC2 VI21022019	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 4.3.9.1	NC2 VI21022019	Sans objet
4	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 8.4.1.4	/	Sans objet
7	Cohérence GEREPP-GS	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5	/	Sans objet
9	Emissions canalisées de COV - Suivi des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 27-7 et 57	/	Sans objet
10	Emissions canalisées de COV – Conditions de mesures	Arrêté Ministériel du 11/03/2010, article Annexe II	/	Sans objet
11	Etat des stocks des solvants	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
12	Etiquetage des solvants	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.6.2	/	Sans objet
14	Vérification de l'installation électrique	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.3.3	/	Sans objet
15	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.3	/	Sans objet
17	Ressources en eau et mousse 2	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.4	/	Sans objet
19	Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.6	/	Sans objet
20	Zonage des dangers	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Surveillance et détection des zones de dangers – NC3 VI21022019	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.5.5	NC3 VI21022019	Sans objet
5	Plan de gestion des solvants – NC4 VI21022019	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 8.4.1.5	NC4 VI21022019	Sans objet
6	Emissions canalisées de COV – Qualité	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 8.4.1.5	/	Sans objet
8	Emissions canalisées de COV – Fréquence des mesures	Arrêté Ministériel du 12/07/2012, article 9.2.1.1.1	/	Sans objet
13	Rétention des solvants	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.6.3	/	Sans objet
16	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.4	/	Sans objet
18	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 4.3.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux usées
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation (déversement d'eaux usées autres que domestiques) dans le réseau public de collecte délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.</p>
Constats : (C1) L'exploitant ne dispose pas d'autorisation de déversement des eaux usées dans l'ouvrage de traitement public.
<p>Observations : Rappel de la NC1 du 21/02/2019: L'exploitant ne dispose pas d'une autorisation de déversement pour les eaux usées autres que domestiques dans l'ouvrage de traitement public. L'exploitant doit transmettre au Préfet du Loiret une copie de l'autorisation de déversement pour le traitement des eaux usées non domestiques dans le réseau public, dès réception de cette autorisation.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir reçu un projet de convention de déversement de la part du Syndicat Intercommunal d'Aménagement de Rivières et du Cycle de l'Eau (SIARCE) en 2019. Cependant, l'exploitant et le gestionnaire du réseau ne se sont pas encore mis d'accord sur les termes de la convention. Le constat est donc reconduit.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 4.3.9.1																			
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux usées																			
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui																			
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires (effluents de l'atelier prépresse) dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.																			
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th><th>Valeurs limites</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Débit</td><td>Moyen journalier : 30 m³/j</td></tr> <tr> <td></td><td>Concentration moyenne journalière</td></tr> <tr> <td>MES</td><td>85 mg/l</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>600 mg/l</td></tr> <tr> <td>DBO5</td><td>100 mg/l</td></tr> <tr> <td>Azote global</td><td>12 mg/l</td></tr> <tr> <td>Phosphore total</td><td>1 mg/l</td></tr> <tr> <td>Aluminium</td><td>2 mg/l</td></tr> </tbody> </table>		Paramètres	Valeurs limites	Débit	Moyen journalier : 30 m ³ /j		Concentration moyenne journalière	MES	85 mg/l	DCO	600 mg/l	DBO5	100 mg/l	Azote global	12 mg/l	Phosphore total	1 mg/l	Aluminium	2 mg/l
Paramètres	Valeurs limites																		
Débit	Moyen journalier : 30 m ³ /j																		
	Concentration moyenne journalière																		
MES	85 mg/l																		
DCO	600 mg/l																		
DBO5	100 mg/l																		
Azote global	12 mg/l																		
Phosphore total	1 mg/l																		
Aluminium	2 mg/l																		
Constats : (C2) Dépassement de deux fois la valeur limite d'émission (VLE) en phosphore dans les rejets d'eaux industrielles lors des prélèvements de mars et juillet 2022. L'exploitant doit identifier l'origine de ces dépassements afin de mettre en place des mesures efficaces et pérennes afin de respecter les VLE de ses rejets industriels.																			
Observations : Rappel de la NC2 de la VI du 21/02/2019: les rejets d'eaux industrielles ne respectent pas, en permanence, les valeurs limites d'émission en concentration visées à l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2012, pour les paramètres phosphore, azote totale, DCO et DBO5. L'exploitant doit mettre en place des mesures efficaces et pérennes afin de respecter les valeurs limites d'émission de ses rejets industriels.																			
Des dépassements importants en phosphore avaient déjà été constatés en 2016, ce qui avait conduit l'exploitant à mettre en œuvre en 2017 une surveillance des différents rejets s'effectuant dans le réseau des eaux industrielles de l'atelier prépresse. L'exploitant s'était alors aperçu que le personnel chargé du ménage vidait les eaux de nettoyage dans le bac réservé au nettoyage hebdomadaire des rouleaux des développeuses qui est raccordé au rejet industriel de l'atelier prépresse (phosphore non mis en œuvre dans le cadre de l'activité). Le personnel de ménage avait été sensibilisé et un affichage précisant l'interdiction de rejet a été mis en place au droit du bac précité. En mars 2018, un dépassement significatif de la teneur en phosphore avait également été identifié (teneur de 360 mg/L).																			
Lors de la visite, l'inspection a consulté les rapports des trois derniers prélèvements d'eaux résiduaires (23/03/2022, 17/05/2022, 19/07/2022): les résultats montrent deux dépassements de la VLE en phosphore (2,8 mg/L en mars et 2,1 mg/L en juillet pour une VLE à 1 mg/L) et un dépassement de la VLE en azote global (12,6 mg/L en mai pour une VLE à 12 mg/L). L'exploitant recherche actuellement l'origine de ces teneurs en phosphore dans les eaux résiduaires.																			
Type de suites proposées : Susceptible de suites																			
Proposition de suites : Sans objet																			

N° 3 : Surveillance et détection des zones de dangers – NC3 VI21022019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
Prescription contrôlée : Les salles informatiques, les locaux électriques, les chaufferies et le bâtiment n° 1 de stockage de bobines de papiers sont équipés d'un réseau de détecteurs automatiques d'incendie en nombre suffisant avec un report d'alarmes sonores et visuelles dans un local où du personnel est présent en permanence ou sur un moyen de communication embarqué,....
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Rappel de la NC3 de la VI du 21/02/2019: le bâtiment n°1 de stockage de bobines de papier n'est pas équipé d'un réseau de détecteurs automatiques d'incendie. Par courrier du 22/09/2017, l'exploitant a demandé une dérogation à l'obligation de mettre en place d'une détection incendie redondante dans le stockage de bobines de papiers qui s'appuie sur les conclusions d'un courrier de sa compagnie d'assurance, la société FM GLOBAL, qui conclut, au regard des essais de développement de feu réalisés, de l'organisation de la chaîne d'alerte et de l'analyse de risque menée, à la non-nécessité d'une détection de chaleur ou de fumée complémentaire au système de sprinklage. La dérogation a été acceptée par courrier préfectoral du 19/11/2019. Le constat est levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 8.4.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement consomme plus de 30 tonnes de solvants par an.</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants (PGS), mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.</p> <p>Ce plan est transmis annuellement, avant le 31 mars de l'année n + 1 pour les émissions de l'année n et informe l'inspecteur des installations classées de ses actions visant à réduire sa consommation de solvants.</p>
<p>Constats : (C3) L'exploitant doit compléter le PGS avec la présentation des différentes sources d'émissions de COV, les quantités annuelles de produits contenant des COV, les pourcentages de COV pris en compte dans chacun de ces produits (encre, solvant de nettoyage,...), l'écart des stocks, la justification des hypothèses prises en compte dans le PGS, et doit revoir le calcul des flux O1 et O5.</p>
<p>Observations : L'inspection a consulté le Plan de gestion des solvants 2021, que l'exploitant avait transmis en appui de sa déclaration des émissions sur le logiciel GEREP.</p> <p>Ce document appelle les remarques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • absence de description des sources d'émissions de COV, • flux I1: absence de description des hypothèses pour le calcul du flux I1 (teneur en solvants, quantité de solvants annuelle, écart des stocks entre le début et la fin de l'année). Ces éléments ont été fournis par l'exploitant pendant la visite, mais doivent être joints au PGS importé dans GEREP. • flux O1 : le flux doit être exprimé en kg de solvants et non en équivalent carbone. Pour ce faire, l'exploitant doit utiliser la formule disponible en page 9 du guide INERIS (Guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants - révision n°1 - 22/02/2009 - N°-DRC-08-94457-16679A) et récupérer les coefficients de réponse des COV susceptibles de se retrouver dans les rejets. • flux O5: l'exploitant considère que 100 % des COV issus des encres sont éliminés dans les épurateurs et que 50 % des solvants de nettoyage sont éliminés. Le flux doit être basé sur les mesures de flux de COV en amont et en aval du système de traitement, ce qui permet de déduire la performance des épurateurs. L'exploitant mentionne qu'il n'est pas possible de faire des mesures en amont du système de traitement. L'exploitant peut estimer le flux de COV émis dans le sécheur à partir des flux d'encre entrant dans les machines et les flux en sortie des machines (encre récupérée). Une partie des COV formés lors du séchage ne devrait pas être prise en compte dans le flux O5 car elle est émise dans les rejets canalisés (flux O1).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan de gestion des solvants – NC4 VI21022019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 8.4.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
Prescription contrôlée : Le flux des émissions diffuses ne doit pas dépasser 5 % de la quantité de solvants utilisés.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Rappel de la NC4 de la VI du 21/02/2019: le flux des émissions diffuses de COV excède 5 % de la quantité de solvants utilisée. D'après le PGS 2021 consulté lors de la visite, les émissions diffuses calculées par l'exploitant représentent 4.12 % de la quantité de solvants utilisés. Ce calcul devra être repris lorsque les modifications du PGS demandées au point de contrôle n°4 seront prises en compte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Emissions canalisées de COV – Qualité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 8.4.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 15 mg/m ³
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Consultation du tableau des émissaires fourni par l'exploitant: le site dispose de 4 points d'émissions de rejets canalisés issues des imprimantes (3 pour les rotatives à séchage thermique avec incinérateur intégré, 1 pour l'incinérateur centralisé traitant les rejets des sècheurs des imprimantes de livres). Consultation du rapport d'essais APAVE des 16 et 17/05/22. Chaque sécheur avec incinérateur intégré présente 2 points de mesure: un point inférieur et un point supérieur. L'incinérateur centralisé dispose d'un seul point de mesure. Les concentrations en COV non méthanique, exprimées en carbone total, sont inférieures à 15 mg/m ³ sur l'ensemble des points de mesure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en oeuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants et des productions de déchets.</p> <p>Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées.</p>
Constats : (C4) L'exploitant doit justifier l'évolution de la répartition entre les émissions de COV canalisées et les émissions diffuses entre 2020 et 2021.
<p>Observations :</p> <p>Consultation de la déclaration GERE 2021.</p> <p>Les éléments déclarés sont cohérents avec les données du PGS 2021 (voir tableau de synthèse ci-après).</p> <p>L'inspection note une augmentation des émissions totales de COV déclarées entre 2020 et 2021 (+1.4%), alors que la quantité de solvants utilisée a diminuée de 12% et que le nombre d'heures de fonctionnement pris en considération a diminué de 37%, ceci étant dû à la modification de la méthode de calcul du temps de fonctionnement des imprimantes dans le PGS 2021 (déduction des temps de changement de production ou de pannes). Par ailleurs, la répartition des émissions déclarées a considérablement évolué entre 2020 et 2021 (-94% pour les émissions canalisées, +80% pour les émissions diffuses).</p> <p>Entre 2019 et 2021, les émissions totales de COV déclarées ont diminué de 42%, et la quantité de solvant utilisée de 32%.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Emissions canalisées de COV – Fréquence des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2012, article 9.2.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Fréquence semestrielle des mesures de COVNM et de débit
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Consultation du tableau de suivi des mesures de COVNM et de débit tenu par l'exploitant et du rapport d'essais APAVE des 16 et 17/05/22. Les dernières mesures effectuées sont les suivantes: <ul style="list-style-type: none">• 22-25/11/2021• 16-17/05/2022. L'exploitant indique que la prochaine campagne de mesures est programmée début décembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Emissions canalisées de COV - Suivi des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 27-7 et 57
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 27-7 : Dans le cas de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination COV, [...]. En outre, l'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour les oxydes d'azote (NOx), le monoxyde de carbone (CO) et le méthane (CH₄) :</p> <p>NOx (1) (en équivalent NO₂) : 100 mg/m³ ;</p> <p>CH₄ : 50 mg/m³ ;</p> <p>CO : 100 mg/m³ .</p> <p>Article 57:</p> <p>La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³ /h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³ /h.</p>
Constats : (C5) L'exploitant ne mesure pas les paramètres NOx, CO, vitesse et débit sur l'ensemble des points de rejets atmosphériques.
<p>Observations : La consultation du rapport APAVE relatif aux mesures réalisées sur les rejets atmosphériques du 16 au 17/05/2022 amène les remarques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les rejets des lignes incinérateur RTO, M600/1, M600/2 et M600/3 n'ont pas fait l'objet de mesures des oxydes d'azote (NOx) ni de monoxyde de carbone (CO), - la vitesse d'éjection mesurée sur la ligne incinérateur RTO est de 14.3 m/s en moyenne sur les 3 essais, pour un débit de 12 300 m³/h, - la vitesse d'éjection des gaz et le débit ne sont pas mesurés sur les lignes M600/1, M600/2 et M600/3. <p>L'exploitant précisera si les paramètres sont mesurés aux points de rejets de chaque ligne ou en sortie des épurateurs.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/03/2010, article Annexe II
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions de la norme NF X 43-551, dont la version est référencée par un avis publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire aux exigences d'assurance qualité des prélèvements requises par la présente annexe. Plusieurs des composés visés par les agréments 1,3,4,5,6,7,9,10 et 16 peuvent être prélevés simultanément avec le même dispositif de prélèvement, sous réserve de la compatibilité des analyses de la fraction particulaire, et de modalités de réalisation du blanc de site, de rinçage de la sonde en amont du filtre et de température de filtration permettant de garantir la validité des mesurages.</p> <p>a) Durée des mesurages : Pour les installations fonctionnant de façon continue et sans changement d'allure ou de régime de fonctionnement, sauf en ce qui concerne l'agrément n° 7 visé à l'annexe I du présent arrêté, la durée de chaque prélèvement des émissions de polluants est : - pour les polluants dont on détermine la concentration particulaire : au moins d'une heure ; - pour les polluants dont on détermine la concentration gazeuse : au moins d'une demi-heure</p> <p>b) Nombre de mesurages : En dehors de la réalisation d'un contrôle QAL2 ou d'un test de surveillance annuel (AST), pour tout contrôle réglementaire des émissions à l'atmosphère des installations classées pour la protection de l'environnement, chaque mesurage est répété au moins trois fois,</p>
Constats : (C6) La durée des mesurages des COVNM sur les lignes M600/1, M600/2 et M600/3 est insuffisante.
<p>Observations : La consultation du rapport APAVE relatif aux mesures réalisées sur les rejets atmosphériques du 16 au 17/05/2022 amène les remarques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mesure des COVNM a fait l'objet de 3 essais de 30 min environ sur l'incinérateur centralisé RTO, - la mesure des COVNM a fait l'objet de 3 essais de 15 min environ à la sortie des incinérateurs intégrés des lignes M600/1, M600/2 et M600/3, - les paramètres vitesse, débit, et teneur en oxygène ne font pas l'objet de mesures sur les lignes M600/1, M600/2 et M600/3.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Etat des stocks des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010 article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
Constats : (C7) L'exploitant ne dispose pas d'un état des substances et préparations dangereuses présentes sur le site.
<p>Observations : L'exploitant tient à jour un tableau synthétisant l'ensemble des produits utilisés (ou déjà utilisés) et les mentions de danger précisées dans les fiches de données sécurité (FDS). Consultation par sondage des FDS des produits chimiques suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - encre rouge FLINT NL Blue Angel, - BAKLLEEN UV, - alcool isopropylique ISO 800. <p>D'après les fiches consultées et le tableau de synthèse présentés par l'exploitant, aucun des COV utilisés sur le site ne présente des mentions de dangers CMR (H340, H350, H350i, H360D ou H360F, H341 ou H351).</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks des produits utilisés sur le site.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Etiquetage des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p> <p>À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.</p>
Constats : (C8) Absence d'étiquetage des bacs contenant les déchets de vernis stockés en extérieur au sud du site.
<p>Observations : Vérification par sondage de l'étiquetage des fûts, réservoirs et des récipients de stockage des encres, vernis, produits de nettoyage (BAKLEEN UV, Waschmittel III et alcool isopropylique) stockés dans le bâtiment principal, la zone de stockage des déchets en extérieur et la zone de stockage des produits dangereux en extérieur.</p> <p>Constat de l'affichage des fiches de données de sécurité simplifiées au-dessus des zones de stockages des produits suivants: alcool isopropylique, vernis WESSCO, BAKLEEN UV.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, <p>dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques</p>
Constats : Pas de non-respect identifié.
<p>Observations : Vérification par sondage de la rétention des fûts, réservoirs et des récipients de stockage des encres, vernis, produits de nettoyage (BAKLEEN UV, Waschmittel III et alcool isopropylique) stockés dans le bâtiment principal, la zone de stockage des déchets en extérieur et la zone de stockage des produits dangereux en extérieur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Vérification de l'installation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : (C9) Les installations électriques ne sont pas conformes aux normes en vigueur.
Observations : Consultation du dernier contrôle des installations électriques du 12/01/2022 (le précédent ayant été réalisé le 24/11/2020). L'exploitant indique qu'une entreprise d'électricité est en cours de traitement des non conformités indiquées dans le rapport de 2022. Consultation du tableau de suivi de l'entreprise mis à jour le 10/10/22: il fait état de 3 NC en cours de traitement et de 4 NC non comprises sur les 63 NC relevées. L'exploitant indique qu'un nouveau Q18 est en cours de réalisation le jour de la visite.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : (C10) L'exploitant ne peut justifier que le réseau de sprinklage est maintenu en bon état, car la dernière vérification comporte une dizaine de non-conformités.
<p>Observations : Consultation du registre de sécurité. Extincteurs et RIA: dernières vérifications annuelles les 21/03/22 et 02/03/21. Vérification par sondage de l'indication de la date de vérification sur 3 extincteurs. 6 poteaux d'incendie internes: dernière vérification du 08/05/2022 (précédente le 20/05/2020) : débit individuel compris entre 124 et 200 m3/h. L'exploitant indique ne pas réaliser de test en simultané pour ne pas risquer d'inonder le site. Les contrôles sont effectués en interne tous les 2 ans. Contrôle du système de sprinklage (2 groupes motopompe): annuel. Consultation du rapport de la dernière vérification du 12/10/2022: pas de non conformité. Vérification du réseau de sprinklage: semestrielle. Dernière vérification du 11/07/22 (précédente le 10/01/22): pas de point de non-conformité avec mise en échec. Une dizaine de non-conformités sans mise en échec. L'exploitant ne déplore aucun départ de feu sur le site depuis 2017</p> <p>Le week-end, l'exploitant a mis en place une ronde du gardien toutes les 4 heures.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 hydrants internes garantissant un débit total minimal de 330 m³ /heure pour une période de 2 heures; - 2 réserves d'eau externes de 200 m³ et 300 m³ situées respectivement sur les sites des sociétés CHAMPION et BRUN. Ces réserves doivent permettre de pouvoir compléter les ressources internes en eau de l'établissement, à hauteur de 300 m³. Une convention est mise en place pour chaque réserve externe entre le pétitionnaire et le propriétaire de la réserve, afin d'en assurer leur disponibilité opérationnelle en toutes circonstances (maintien en eau accessibilité, entretien...) ; - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - des robinets d'incendie armés ; - d'un système d'extinction automatique d'incendie par sprinklage pour l'ensemble des bâtiments, déclenchant une alarme visuelle et sonore. L'apport en eau est assuré par 2 réserves d'eau incendie de 1300 m³ chacune. Chaque réserve d'eau est connectée à une moto-pompe permettant de délivrer un débit de 650 m³ /h.
Constats : Pas de non-respect identifié.
<p>Observations :</p> <p>Constat de la présence des moyens de lutte contre l'incendie suivants sur le site:</p> <ul style="list-style-type: none"> • extincteurs répartis sur le site à l'intérieur du bâtiment et à l'extérieur • 6 poteaux incendie (dont le débit a été vérifié le 08/05/2022, cf. Point de contrôle N°15) • des RIA, • un système d'extinction automatique par sprinklage alimenté par deux groupes moto-pompe (dont le débit des motopompes a été vérifié le 12/10/2022, cf. Point de contrôle N°15) branchés sur 2 réserves incendie. <p>Ce système a fait l'objet d'un test de la chaîne d'alerte lors de la visite: une simulation de l'éclatement de têtes de sprinklage (par génération d'une chute de pression dans le réseau en ouvrant une vanne de purge). L'ouverture du réseau a déclenché le démarrage automatique d'une motopompe qui a créé une circulation d'eau dans le réseau en moins de 60 secondes. Celle-ci a été détectée et a déclenché des alarmes dans le local maintenance (constaté par l'inspection lors du test) et au poste de garde. Les alarmes lumineuses permettent de localiser la zone concernée par le sinistre. Parallèlement, l'agent du poste de garde a contacté les agents de la maintenance pour signaler le déclenchement des alarmes. Ces derniers ayant indiqué qu'il s'agissait d'un exercice, ils ont acquitté les défauts. Le test est donc concluant.</p> <p>La présence des réserves d'eau externes n'ont pas été contrôlées le jour de la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement dispose d'une réserve incendie d'un volume de 240 m ³ et implantée à moins de 150 mètres du risque à défendre. [...]
Constats : (C11) L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la disponibilité sur site d'une réserve incendie d'un volume de 240 m³.
Observations : Lors de la visite, la présence d'une réserve incendie implantée sur le site a été constatée. Cette réserve est signalée, accessible par une voie carrossable et équipée de trois lignes d'aspiration. Cependant, l'exploitant ne peut justifier du volume d'eau disponible dans cette réserve.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment [...] <ul style="list-style-type: none">- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : Pas de non-respect identifié.
Observations : Consultation des consignes "en cas de déversement de produit" et "Fermer l'écluse anti-pollution" du 3 juin 2013 en version informatique. Ces documents sont disponibles en version informatique sur le serveur du site commun aux site de Manchecourt et Le Malesherbois. Consultation de la fiche "Consignes de sécurité du protocole de sécurité" affichée à l'entrée sud-est du bâtiment à destination des transporteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.
Constats : (C12) L'exploitant doit s'assurer régulièrement que son personnel est formé à l'utilisation des moyens d'extinction et à l'application des consignes de mise en sécurité.
Observations : Consultation des consignes suivantes: - "Responsable d'intervention" du 20/12/2010 qui liste les différentes sous-consignes à distribuer aux agents en cas de sinistre - "Responsable d'appel des pompiers" de juillet 2021 - "Coupure d'énergie des groupes électrogènes en cas d'incendie" du 20/12/2010 L'exploitant indique que le dernier exercice d'intervention en cas d'incendie a été réalisé en 2019. Il a programmé une formation à la manipulation des RIA et des extincteurs en 2023. Le dernier exercice d'évacuation a eu lieu en 2019. Le prochain est programmé en 2023. L'inspection des installations classées rappelle utilement à l'exploitant que, conformément aux dispositions du R. 4227-39 du code du travail, l'employeur est tenu d'effectuer un exercice d'évacuation incendie tous les six mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Zonage des dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2012, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion [...] Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportés sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosive, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.
Constats : (C13) Le plan de zonage des dangers est incomplet, et les zones de dangers ne sont pas matérialisées sur site.
Observations : Consultation du plan de zonage des dangers du site : celui-ci indique la localisation des risques d'explosion, d'incendie, et de stockage de produits CMR par des pictogrammes. Toutes les zones de stockage de produits dangereux ne sont pas identifiées (absence de la zone de stockage des déchets en extérieur, des stocks tampons de produits de nettoyage à l'intérieur du bâtiment). L'exploitant indique que le plan des zones de dangers est en cours de construction, et qu'il souhaite le faire relire par un préventionniste des pompiers de Pithiviers avant de la communiquer au SDIS 45. Les zones de dangers ne sont matérialisées sur site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet